

Questions orales

• (1420)

LA BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

LES PRÊTS OFFERTS AUX PETITES ENTREPRISES

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il dire à la Chambre s'il a étudié avec le ministre des Finances la possibilité que la Banque fédérale de développement prête aussi de l'argent à 9.7 p. 100 à des petites entreprises d'avenir, auxquelles sa société de la Couronne fait payer des taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 22 p. 100?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, les conditions de crédit dont parle mon honorable ami étaient nécessaires pour soutenir la concurrence d'une société française. De la façon dont parle mon honorable ami, on dirait qu'il préférerait que ces emplois aillent à des Français plutôt qu'à des travailleurs canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Le député me demande ce que j'ai à dire à ce sujet. Eh bien, j'ai annoncé aujourd'hui que le gouvernement fédéral allait fournir la somme de 9.9 millions . . .

M. Blenkarn: A quel taux?

M. Gray: . . . à la société Mitel pour le développement d'un nouveau système digital PABX qui devrait lui permettre d'augmenter son chiffre d'affaires de près d'un milliard et de créer 1,300 emplois au Québec et en Ontario au cours des cinq prochaines années. Je suppose que mon honorable ami est contre cela aussi. En bien, il devrait avoir honte.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGRICULTURE

LE FINANCEMENT DES AGRICULTEURS

M. Murray Cardiff (Huron-Bruce): Madame le Président, puisque nous nous penchons sur les façons dont le gouvernement contribue à la création d'emplois et à la richesse nationale par le biais de ses pouvoirs fiscaux, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné qu'il est absent et que c'est toujours le ministre des Finances qui finit par réparer les pots cassés, je m'adresse à ce dernier.

Le ministre n'est pas sans savoir que les 5 millions de dollars accordés à la Société du crédit agricole du début de l'hiver dernier n'ont aidé qu'environ 200 agriculteurs et que beaucoup d'autres sont encore en difficulté. Le ministre des Finances trouve facilement 1 milliard de dollars à 9.7 p. 100 pour des projets à l'extérieur du Canada, mais que fait-il pour aider les agriculteurs? Peut-il trouver immédiatement une somme équivalente pour nos agriculteurs en difficulté?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): A mon sens, madame le Président, le député a raison de demander ce qu'on peut faire pour aider les agriculteurs en difficulté. Mais c'est tout autre chose que de laisser entendre du même souffle qu'il est indigne, déplacé ou incorrect d'offrir de l'aide à l'exportation à la société Bombardier pour vendre 825 voitures du métro et créer 25,000 année-personnes de travail au Canada.

Le député doit comprendre que les fournisseurs internationaux, y compris ceux de la France, nous ont fait une très vive concurrence. Afin de rivaliser avec ces concurrents pour obtenir cette commande, le gouvernement canadien a dû proposer cette formule de crédit pour le financement par l'intermédiaire de la Société des crédits à l'exportation.

LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE—ON DEMANDE D'AIDER LES AGRICULTEURS

M. Murray Cardiff (Huron-Bruce): Madame le Président, je ne critique pas le programme que le ministre vient de lancer pour aider Bombardier, pas le moins du monde.

Des voix: Bravo, bravo!

M. Cardiff: Mais aujourd'hui et ce soir, un grand nombre d'entre nous rencontre les représentants de la Fédération canadienne de l'agriculture, et les députés d'en face n'ignorent pas que ces fermiers implorent notre aide. Nous savons que des crédits sont disponibles; j'ai effectué des démarches et je sais que des capitaux étrangers pourraient être mis à la disposition du secteur agricole. Vous nous dites ce que vous faites pour Bombardier; mais, en fin de compte, qu'allez-vous faire pour les fermiers?

Des voix: Bravo!

• (1425)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je remercie le député d'avoir reconnu qu'il n'y a aucune raison de critiquer l'entente conclue par la Société pour l'expansion des exportations pour venir en aide à Bombardier. Je le remercie, et je crois qu'il s'agit d'une attitude beaucoup plus éclairée que celle du député de York-Peel.

M. Stevens: Il n'y a absolument aucune différence entre nos attitudes. Vous êtes à côté de la question.

M. MacEachen: Je voudrais toutefois dire au député que je rencontrerai très prochainement des représentants de la Fédération canadienne de l'agriculture. J'ai l'intention de discuter de leurs problèmes en profondeur avec eux. Si, à l'issue de ces entretiens et de l'étude que nous ferons ultérieurement, il nous est possible de les aider davantage, je serai très heureux de le faire.